DOSSIER DE PRESSE

Un commun accord

SOMMAIRE

POURQUOI CETTE INITIATIVE ? PAR JEAN-MARC JANCOVICI 2

LE PROJET UN COMMUN ACCORD EN UNE PAGE 3

1. UN DOUBLE DISPOSITIF, UNIQUE EN SON GENRE 4
2. UNE MÉTHODE DE TRAVAIL BASÉE SUR DES DILEMMES 9
3. UNE INITIATIVE ISSUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 12
4. UN SOUTIEN POPULAIRE : DÉJÀ PLUS DE 180 000 CONTRIBUTEURS EN TROIS SEMAINES 15
5. LA VOIX DES CITOYENS AU CŒUR DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE 16

CONTACT PRESSE 17

POURQUOI CETTE INITIATIVE ?

Par Jean-Marc Jancovici
Ingénieur et auteur, initiateur d'*Un commun accord*



Pendant plusieurs décennies, juste après la seconde guerre mondiale, nous avons eu, en quelque sorte, le beurre et l'argent du beurre. L'économie était en forte croissance mais l'environnement n'en souffrait pas encore, la population accédait au confort domestique moderne (électroménager, chauffage, eau courante) et à la mobilité étendue (voiture puis avion) sans que nous n'ayons de limites à cette consommation, l'Etat n'était que peu endetté, le chômage était faible, et les régimes sociaux n'étaient pas déséquilibrés.

Le paysage est désormais devenu moins facile : la pollution et le changement climatique commencent à imprimer leur marque, parfois les ressources manquent ou sont trop chères, la dette est devenue un problème, le déficit des comptes publics semble impossible à résorber...

Nous regardons désormais de plus en plus l'avenir avec appréhension, et ceux qui sont censés s'en occuper (le monde politique) avec défiance.

Pour avancer dans ce monde qui change, il ne suffit pas de comprendre ce qui se passe. Il est certes indispensable d'avoir accès à l'expertise, de connaître les faits. Mais, face à des problèmes nouveaux, qui n'offrent pas de solution permettant de gagner sur tous les tableaux, nous avons surtout besoin de décisions collectives que, à défaut d'approuver, nous respectons.

Alors nous tentons une expérience inédite, issue de la société civile, apartisane, et basée sur la confiance, la collaboration, l'écoute, la responsabilité, et le pragmatisme.

Il s'agit de demander à 150 Françaises et Français, tirés au sort et illustratifs de la diversité du pays, de se pencher sur des dilemmes qui se posent désormais à nous dans ce monde de plus en plus différent.

Cette assemblée va devoir relever un défi bien plus ardu que de comprendre ce que disent les experts sur un problème précis : se mettre d'accord sur la manière de le gérer.

Et nous faisons le pari qu'ils et elles vont, au moins pour partie, y arriver.

Un commun accord : une expérience démocratique inédite pour s'accorder sur ce qui compte, en pleine campagne présidentielle

***Un commun accord*, c'est une initiative citoyenne et non partisane initiée par Jean-Marc Jancovici, avec le soutien de personnalités de la société civile. Le pari : réunir un panel de citoyens à l'image de la société française pour chercher des points d'accord sur les grands choix qui engagent l'avenir du pays, et nourrir les débats de l'élection présidentielle de 2027.**

78% des Français n'ont pas confiance dans la politique.

77% des Français sont favorables à l'organisation de conventions citoyennes.

Source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 17, janvier 2026

Le contexte. Canicules, sécheresse et incendies hors normes, pétrole sous tension, conflits internationaux… Cette année 2026 a rappelé aux Français la nouvelle réalité dans laquelle nous vivons désormais : un monde plus contraint, où les ressources se raréfient et où les choix deviennent plus difficiles. À l'aube des échéances électorales de 2027, *Un commun accord* propose un dispositif inédit, pour porter ces sujets et faire de la place à la parole citoyenne dans les choix d'avenir.

Le dispositif. *Un commun accord* réunit 150 citoyens tirés au sort, à l'image de la diversité de la société française. Pendant six week-ends, de septembre 2026 à février 2027, au Conservatoire national des arts et métiers à Paris, ils s'informent, auditionnent des experts, débattent et cherchent ensemble des points d'accord sur les grands dilemmes de notre époque. En parallèle, une plateforme numérique ouverte à tous, uncommunaccord.fr, permet à chacun de suivre les travaux et d'y contribuer. À l'issue du processus, l'assemblée rendra publiques ses conclusions, adressées à la société française et à l'ensemble des candidats.

Un soutien populaire record. La campagne de financement participatif, lancée le 26 août 2026 sur Ulule, a pour objectif premier de rassembler le plus grand nombre de contributeurs, à partir de 1€ symbolique. Au 12 octobre 2026, plus de 250 000 personnes ont soutenu la campagne, battant le record absolu du nombre de soutiens sur la plateforme.

En bref

- **150 citoyens** tirés au sort, à l'image de la société française
- **6 week-ends de travail,** de septembre 2026 à février 2027
- Une initiative **100 % citoyenne** et **indépendante**
- Une plateforme numérique **ouverte à tous**
- Un financement participatif à partir de **1€** symbolique
- **250 000 contributeurs** au 12 octobre 2026

1. UN DOUBLE DISPOSITIF, UNIQUE EN SON GENRE

Un commun accord repose sur deux piliers complémentaires, pensés pour se nourrir l'un l'autre :

1.

Une assemblée citoyenne de 150 Françaises et Français tirés au sort, illustrant la diversité de la population française. Leur mission : délibérer pour faire émerger des points d'entente et formuler des propositions face aux grands dilemmes de notre époque.



2.

Une plateforme numérique ouverte à tous, uncommunaccord.fr, sur laquelle chacun peut s'informer, réagir aux dilemmes, donner son avis et formuler des propositions. C'est grâce à cet outil que l'assemblée et le grand public pourront dialoguer. Cette articulation entre une assemblée restreinte et l'ensemble des citoyens est une première à cette échelle dans un format délibératif.



source : CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vague 17, janvier 2026

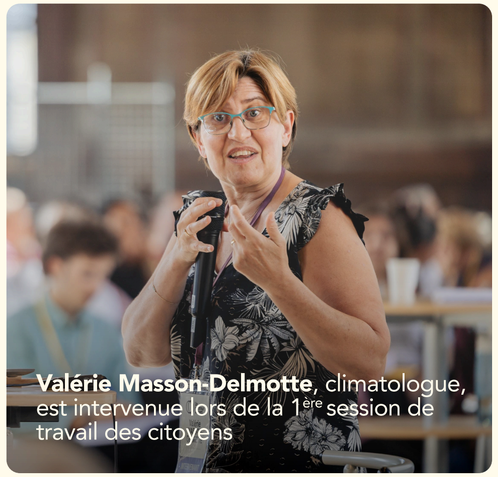
6 week-ends de travail à Paris pour les 150 tirés au sort de l'assemblée citoyenne

L'organisation et l'animation des sessions de travail a été confiée à Res publica, cabinet de conseil en concertation et dialogue collaboratif. Les 6 week-ends de travail seront décomposés en 3 phases distinctes.

Le grand public pourra visionner une partie des séances plénières sur la plateforme uncommunaccord.fr et sur Youtube.

1.
Week-ends 1 et 2
Cadrage et information

Première rencontre des 150, présentation du mandat, du cadre et des dilemmes ; sessions au cours desquelles scientifiques et experts exposent les connaissances et les enjeux.



Valérie Masson-Delmotte, climatologue, est intervenue lors de la 1ère session de travail des citoyens

2.
Week-ends 3, 4 et 5
Le travail sur les dilemmes

Réflexion commune, délibération et éclairages d'autres experts et témoins choisis pour leur pluralisme. Chaque dilemme est abordé sous tous ses angles : souveraineté, environnement, justice sociale, pouvoir d'achat, santé, emploi... Les échanges se tiennent sous plusieurs formats pour faciliter la parole de chacun : petits groupes (7-8 personnes), grands groupes (25 à 50) et séances plénières (150). Des spécialistes du dialogue citoyen facilitent les discussions sans jamais les orienter.

3.
Week-end 6
Les conclusions

Délibération finale pour faire émerger des propositions, puis rédaction et présentation du rapport de l'assemblée.

Un panel constitué par tirage au sort

La composition des 150 a été confiée à l'institut Toluna Harris Interactive : 200 000 numéros de téléphone tirés au sort ont été composés en juillet et août 2026 pour constituer un panel illustrant la diversité de la population selon le genre, l'âge, le niveau de diplôme, la catégorie socio-professionnelle, la région et le type de territoire (urbain, rural…). Ce processus permet de refléter des points de vue et des expériences de vies diverses.



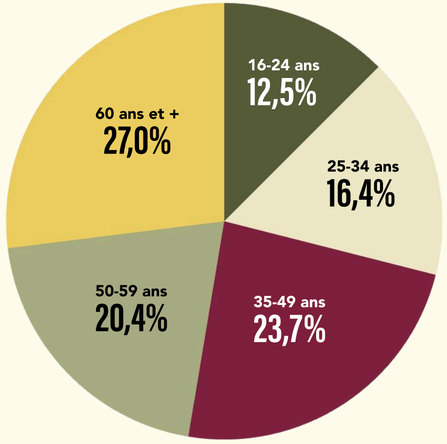
Qui sont les Françaises et les Français de l'assemblée Un commun accord ?

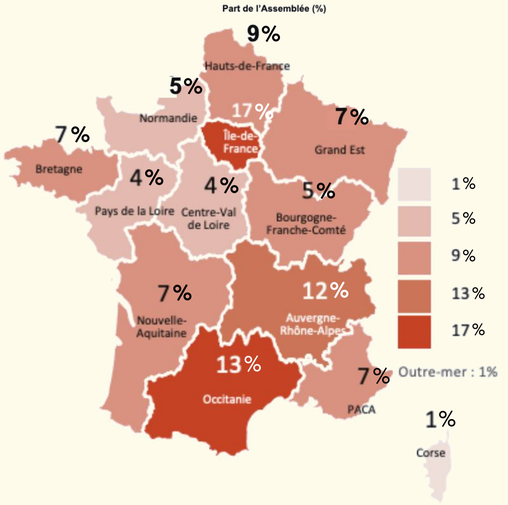
152 MEMBRES*

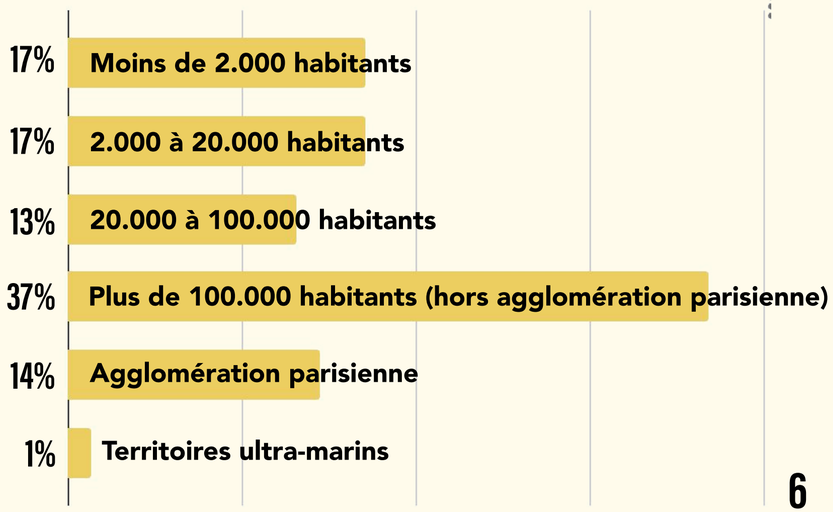
77 Femmes

73 Hommes

2 Non-binaires







* **Pourquoi 152 citoyens et pas 150 ?** Le panel final se consolide au fil des premiers week-ends, en fonction des désistements ou indisponibilités de certains citoyens. De légères modifications sont encore susceptibles d'être apportées dans les prochaines semaines.



Professions des membres de l'assemblée citoyenne

Administrateur logistique • Agent administratif de l'etat • Agent commercial (tout domaines) • Agent d'entretien de l'hotellerie • Agent de maitrise dans l'agroalimentaire • Agent immobilier (directeur d'agence) • Aide soignant • Analyste • Architecte (3) • Art therapeute (psychologue) (Retraité) • Artisan batisseur en pierre seche • Artiste musicien • Assembleur monteur • Assistant administratif d'entreprise • Assistant commercial des assurances • Assistant d'education (aed) • Assistant des ventes • Assistant technique du maintien a domicile • Au foyer • Autre inactif • Auxiliaire de vie a domicile • Barista • Bibliothecaire (Retraité) • Caissier de grande surface • Charge d'etudes dans la protection de l'enfance • Charge d'operations immobilieres • Charge de clientele (2) • Charge de facturation • Charge de relations publiques • Charge de relations sociales en entreprise • Charge de travaux • Charpentier • Charpentier de marine • Chef d'entreprise dans le commerce d'occasion • Chef d'entreprise dans les arts graphiques • Chef d'equipe de nettoyage • Chef de projet evenementiel • Chef de projet informatique • Chef de projet logistique • Chef de rayon • Chef de service medico social • Cheminot - chemin de fer • Collaborateur d'architecte • Comptable (chez des notaires) • Conducteur de bus (Retraité) • Conducteur de travaux • Conseiller clientele • Conseillere en energie partagee pour une association a but non lucratif • Conseillere en environnement (processus de transition ecologique) - pour les entreprises et un peu pour les collectivites • Consultant en communication • Consultant en entreprise (optimisation des personnes et de l' organisation) • Consultant search engine optimization (seo) • Consultant touristique • Cuisinier restauration rapide • Decorateur d'interieur (Retraité) • Developpeur en informatique (2) • Directeur adjoint de centre de vacances (Retraité) • Directeur d'association d'insertion sociale et professionnelle (Retraité) • Directeur d'etablissement medicaux social (Retraité) • Directeur d'une entreprise de construction • Directeur de la strategie et de l'innovation • Directeur de projet informatique (Retraité) • Directeur du developpement commercial du resau de proximite (dans la grande distribution) • Directrice d'hotel • Directrice generale dans le commerce • Educateur de jeunes enfants (eje) • Educateur specialise (2) • Eleve fonctionnaire dans administration publique • Employe d'un escape game • Employe de grande surface / mise en rayon des produits • Employe polyvalent du commerce • Employe polyvalent en grande surface • En recherche d'emploi (5) • Enseignant certifie en college • Enseignant certifie en lycee (Retraité) • Enseignant contractuel en lycee • Etudiant (7) • Etudiant en alternance • Etudiant et standartiste dans un hopital • Exploitant agricole • Exploitant agricole et gerant d'une societe de btp • Gestionnaire bancaire (Retraité) • Gestionnaire de patrimoine (banque) • Guide touristique • Informaticien (Retraité) • Informaticien de developpement (Retraité) • Ingenieur aerospatial (Retraité) • Ingenieur chimiste • Ingenieur du genie civil (renouvellement des rails) • Ingenieur informatique • Ingenieur logiciel • Ingenieur senior (edf) (Retraité) • Intermittant du spectacle (cinema) • Juriste agricole pour les eoliennes (Retraité) • Juriste d'affaires (Retraité) • Lyceen • Maitre de conference (universite) (Retraité) • Manager hotellerie • Mandataire immobilier • Maroquinier • Medecin de l'education nationale • Musicien • Naturopathe (2) • Orthophoniste • Ouvrier de chantier • Ouvrier installation cuisine • Pharmacien (Retraité) • Professeur agrege en college (Retraité) • Professeur de musique (hors etablissement scolaire) • Professeur des ecoles (2) • Professeur des ecoles (Retraité) • Professeur des universites (Retraité) • Radiologue (Retraité) • Reparateur en materiel informatique • Reponsable batiment et logistique • Responsable administratif d'entreprise (Retraité) • Responsable communication • Responsable de fabrication industrielle • Responsable de logement social • Responsable de recherche et de prospective (domaine bancaire) • Responsable de recrutement et de formation des benevoles • Responsable de secteur (aide a domicile) • Responsable des eaux et nature • Responsable des ressources humaines • Responsable du service interieur (dans une ecole d'art) (Retraité) • Responsable operationel de maintenance • Responsable tarification (telecoms) • Secretaire assistant • Secretaire assistant de la fonction publique • Secretaire general adjointe d'un ordre professionnel ; conseiller municipal (Retraité) • Sergent de l'armee • Serveur de restaurant • Technicien bureautique • Technicien d'intervention sociales et famillliales (Retraité) • Technicien dans le domaine de l'eau • Technicien de production de l'industrie • Technicien support logiciel • Therapeute • Vendeur conseil magasin d'articles de sport (vcm) • Web designer

↓

2. UNE MÉTHODE DE TRAVAIL BASÉE SUR DES DILEMMES

Les citoyens travaillent sur une série de dilemmes de société qui se posent aux Français aujourd'hui. Des questions qui n'ont pas de réponse évidente et qui méritent donc une réflexion collective.



« Au 21ème siècle, pouvons-nous encore espérer tout avoir ? »

C'est la question centrale du débat, déclinée en différents dilemmes thématiques autour de l'alimentation, les carburants fossiles, l'intelligence artificielle, l'eau, l'aménagement des territoires ou encore la réindustrialisation.

LES 6 DILEMMES SÉLECTIONNÉS

Après la première session de travail de l'assemblée, fin septembre, les internautes ont été invités à donner leur avis sur les grands dilemmes que l'assemblée devrait examiner en priorité. Une consultation qui a recueilli 92.000 contributions et 48.000 propositions de nouvelles thématiques.

En concertation avec les représentants des 150 citoyens, le Comité d'organisation d'*Un commun accord* a finalisé la liste des six dilemmes qui seront au cœur des travaux de l'assemblée jusqu'en février prochain.





1.

Peut-on s'affranchir rapidement des carburants fossiles sans contraindre la liberté de déplacement ?

2.

Peut-on manger une nourriture saine à un prix abordable produite en France ?

↓

3.

Peut-on continuer à consommer de l'eau comme avant, alors que les sécheresses se multiplient ?

4.

Peut-on aménager et développer les territoires tout en préservant les espaces naturels ?

5.

Doit-on limiter le développement de l'intelligence artificielle ?

6.

Doit-on réindustrialiser le pays quitte à en assumer les coûts économiques et environnementaux ?

3. UNE INITIATIVE ISSUE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Porté par la société civile, le projet s'organise autour de différents pôles :

L'ASSEMBLÉE CITOYENNE :
les 150 citoyens tirés au sort, à l'image de la diversité de la société française.

LA COMMUNAUTÉ EN LIGNE :
l'ensemble des participants en ligne qui contribuent, réagissent, hiérarchisent les enjeux et alimentent les réflexions des panélistes.

LE COMITÉ D'ORGANISATION :
l'instance chargée d'assurer le pilotage global de l'initiative.

LES GARANTS :
un collectif qui veille à la neutralité, à l'autonomie et la probité de la démarche.

LES SOUTIENS :
des figures publiques mobilisées pour soutenir les citoyens et apporter de la visibilité au dispositif.

LES FINANCEURS :
les contributeurs de la plateforme Ulule et des particuliers donateurs ayant signé une charte de non ingérence.

Le comité d'organisation :

Cet organe rassemble différentes parties prenantes en charge du pilotage du dispositif : Jean-Marc Jancovici en qualité d'initiateur, deux membres de l'équipe projet *Un commun accord,* deux représentants du cabinet Res Publica, deux citoyens tirés au sort à chaque session (deux titulaires et deux suppléants), ainsi que deux soutiens. Des intervenants extérieurs pourront être sollicités en appoint.

Les experts

Des intervenants qualifiés mettront à disposition leur expertise sans orienter la délibération. Interviennent notamment **Valérie Masson-Delmotte** (climatologue), **Selma Mahfouz** (économiste), **Pascal Ausseur** (amiral, spécialiste des enjeux géopolitiques), **Marc-André Selosse** (biologiste) ainsi que **Patrice Geoffron** (économiste).

Les garants

Bénédicte Apouey (chercheuse en sciences sociales), **Thierry Coquil** (expert en action publique), **Laurence Monnoyer-Smith** (professeure en sciences de l'information) et **Jacques Sainte-Marie** (mathématicien).

Le réseau de soutiens

Les personnalités soutenant la démarche sont :
Amixem (créateur de contenu), **Alain Aspect** (Prix Nobel de physique 2022), **Yasmine Belkaïd** (directrice générale de l'Institut Pasteur), le général **Frédéric Chiffot**, **Françoise Combes** (présidente de l'Académie des Sciences), **Albert Dupontel** (réalisateur et comédien), **François Gabart** (skipper), **Gaspard G** (youtubeur et journaliste), **Caroline Hilliet Le Branchu** (PDG de la conserverie La Belle-Iloise), **Thierry Lhermitte** (acteur et scénariste)**, McFly et Carlito** (créateurs de contenu), **Nina Métayer** (cheffe pâtissière), **Paul Mirabel** (humoriste), **Chloé Nabédian** (journaliste scientifique), **Laury Thilleman** (présentatrice TV et ex-Miss France), **Boris Cyrulnik** (neuropsychiatre et auteur), **Natoo** (créatrice de contenus) et **Clarisse Crémer** (navigatrice).

Découvrez tous les soutiens



Général Frédéric Chiffot
Général deuxième section
de l'armée de l'air et de l'espace

« Je me suis engagé au service de mon pays pendant 40 ans pour contribuer à rendre le monde plus sûr pour mes enfants. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des défis environnementaux qui menacent leur avenir. Leur ampleur nous oblige à développer une intelligence collective afin de trouver des solutions ensemble, sans parti pris. Nous le devons aux générations futures. »



Chloé Nabedian
Journaliste climat, vice-présidente de la Fondation pour la Nature et l'Homme

« Je soutiens *Un commun accord* parce que je ne veux plus me résigner à voir les conséquences du dérèglement climatique s'installer dans nos vies pendant que les réponses politiques se font attendre. À l'approche de l'élection présidentielle, je crois à la force d'une voix citoyenne qui se rassemble et s'élève pour dire simplement ce que nous voulons : pouvoir bien vivre, aujourd'hui et demain, dans ce monde qui change, et faire de cette exigence une priorité que les responsables politiques ne pourront plus ignorer. »



Le soutien de McFly et Carllito,

Découvrir la vidéo



Caroline Hilliet Le Branchu
PDG de la conserverie La Belle-Iloise

« J'ai choisi de soutenir la démarche *Un commun accord* parce que je crois profondément à la force du collectif. Les bonnes idées peuvent venir de partout et chacun doit pouvoir contribuer aux grands choix de société. En cette période où les débats sont souvent polarisés, cette initiative indépendante et non partisane crée des espaces de dialogue, d'échange et de recherche de solutions concrètes. C'est cette démarche constructive et citoyenne que je souhaite soutenir. »



Albert Dupontel
Réalisateur et comédien

« Je soutiens *Un commun accord* car l'avenir m'intéresse et c'est là que mes enfants vont passer du temps. »



François Gabart
Skipper

« Notre système démocratique est en crise, il y a de la distance entre le peuple et les gens qui gouvernent et pourtant, face au dérèglement climatique et pour bien vivre ensemble dans un monde qui est fini, il faut trouver des compromis, il faut trouver des équilibres, il faut prendre des décisions courageuses. Je trouve que l'idée d'un grand débat citoyen pour essayer de trouver un commun accord est une excellente idée pour essayer de trouver notre chemin. Je soutiens donc pleinement la démarche. »



Clarisse Crémer
Navigatrice

« Seule en mer, je décide sans personne, et c'est épuisant. Les grands défis de notre époque nous imposent des dilemmes que personne ne pourra trancher seul. Avec *Un commun accord*, 150 citoyens les regardent en face pour trouver ce qui nous rassemble. J'en suis. »

4. UN SOUTIEN POPULAIRE : PLUS DE 250 000 CONTRIBUTEURS EN 7 SEMAINES



Voir la vidéo

Entre le 26 août et le 12 octobre 2026, plus de 250 000 personnes ont soutenu l'initiative en donnant au moins 1€ symbolique, dont 30 000 dans les premières 24 heures. Le record précédent d'une campagne comparable était de 36 000 contributeurs en trois mois et demi.

L'ensemble de la population française est invité à prendre part au dispositif de trois manières :

- en soutenant la démarche à partir d'1€ symbolique, sur la plateforme Ulule ;
- en faisant connaître *Un commun accord*, notamment grâce à un kit de communication ;
- en contribuant sur la plateforme : participer au choix des sujets, suivre les débats, se positionner et s'exprimer.

Une newsletter et les comptes du projet (Instagram, LinkedIn, Facebook, YouTube : @un_commun_accord) permettent de suivre l'avancement.

5. LA VOIX DES CITOYENS AU CŒUR DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Jamais un dispositif délibératif de ce type n'avait été organisé pendant une campagne présidentielle. Dans ce contexte, l'objectif d'*Un commun accord* est double : attirer l'attention sur des sujets d'avenir aujourd'hui sous-traités dans le débat public et faire de la place à la parole citoyenne dans ce débat.



Le calendrier

ÉTÉ 2026	Tirage au sort des 150 membres de l'assemblée citoyenne
26 AOÛT 2026	Lancement de la campagne de soutien et annonce de l'initiative
19-20 SEPTEMBRE 2026	Première session de l'assemblée
10-11 OCTOBRE 2026	Deuxième session de l'assemblée
7-8 NOVEMBRE 2026	Troisième session de l'assemblée
5-6 DÉCEMBRE 2026	Quatrième session de l'assemblée
9-10 JANVIER 2027	Cinquième session de l'assemblée
6-7 FÉVRIER 2027	Dernière session et présentation des travaux
ET APRÈS ?	Les membres de l'assemblée décideront ensemble comment s'adresser au grand public, aux médias ou aux candidats.

CONTACT PRESSE

communication@uncommunaccord.fr

Suivre le projet

Instagram

LinkedIn

Facebook

Youtube

Notre site web